



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 1424

Texte de la question

PRIX DE L'ÉNERGIE

Mme la présidente . La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu . Monsieur le premier ministre, on connaissait le jeu des sept erreurs ; voilà celui des sept mensonges !

Vous avez dit, il y a quelques semaines, que le prix des carburants n'augmenterait que de « quelques centimes » – c'étaient les mots de votre porte-parole ; évidemment, aujourd'hui, les prix s'envolent : le litre de gazole coûtait ainsi 2,38 euros à la station Carrefour de Denain ce matin même.

Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de pénurie d'essence ; les Français font la queue chaque jour devant des stations-service en crise.

Vous avez dit que la consommation baisserait ; de mars 2025 à mars 2026, elle a augmenté de 1 %.

Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de hausse des prix de l'électricité et du gaz ; aujourd'hui, il faut s'attendre à les voir s'envoler.

Vous avez dit que l'État n'enregistrerait pas de surplus fiscaux ; il en a enregistré pour 280 millions d'euros.

Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de répercussions sur le coût des certificats d'énergie ; bien entendu, le voilà qui augmente.

Enfin, vous nous avez dit que la Société anonyme de gestion des stocks de sécurité était gérée bénévolement ; grâce à Jean-Philippe Tanguy, on a appris que son ancien dirigeant avait empoché des centaines de milliers d'euros !

Vos mensonges masquent vos mauvaises décisions et votre impuissance mais surtout votre incapacité totale de vous remettre en cause. Nous sommes en parfait désaccord avec vous sur ces sujets. Entendez-le ! Avec Marine Le Pen et Jordan Bardella, nous demandons depuis des années – ce n'est pas nouveau, cela n'a pas commencé avec cette crise ! – la baisse durable de la fiscalité sur les énergies. Car toutes les énergies – pas seulement les carburants – sont des biens de première nécessité ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

M. François Cormier-Bouligeon . Démagogue !

M. Sébastien Chenu . Nous le demandons bien entendu au bénéfice de la France qui travaille mais aussi de tous ceux qui ont tout simplement besoin de leur voiture pour se déplacer afin de s'occuper de leurs enfants ou

de leurs parents.

Alors, comme le disait Marine Le Pen, si vous ne savez pas faire, laissez la place à ceux qui savent ! Pendant combien de temps encore allez-vous mentir ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'énergie.

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie. Je suis d'abord très étonnée de ne pas vous avoir entendu prononcer une seule fois les mots « international », « Moyen-Orient » ou encore « détroit d'Ormuz ». Vous abordez le sujet comme s'il était seulement franco-français, en faisant complètement fi de la situation internationale dans laquelle nous nous trouvons, comme tous les autres pays.

M. Théo Bernhardt . Circulez, y'a rien à voir !

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée . Ce n'est pas un problème franco-français et vous ne pouvez pas l'aborder comme tel.

M. Julien Odoul . Parlez des taxes !

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée . Je réponds à présent aux différents points soulevés par votre question et d'abord au sujet des ruptures d'approvisionnement, dont vous avez beaucoup parlé ces derniers jours. Je le redis : il n'y a pas de problème d'approvisionnement (*Exclamations sur quelques bancs du groupe RN*), au sens où la matière, le pétrole brut ou raffiné, arrive sur le sol français. On n'observe pas de difficultés dans les raffineries ni dans les dépôts. D'importants problèmes affectent en revanche le réseau de transport de TotalEnergies, et vous savez pertinemment pourquoi.

Quant aux aides, nous avons choisi de répondre très rapidement aux secteurs qui rencontraient le plus de difficultés. Cela ne règle pas l'ensemble des problèmes et l'octroi de nouvelles aides sera annoncé dans les jours à venir. Encore une fois, nous ne laisserons pas tomber les Français qui travaillent – nous ne l'avons jamais fait.

Appliquer votre proposition de réduction du taux de TVA applicable aux énergies à 5,5 % coûterait près de 12 milliards d'euros. Où est-ce qu'on trouve l'argent ? Vous allez me dire que c'est facile : on va le prendre à l'Union européenne !

M. Jean-Philippe Tanguy . Oui ! Bonne idée !

M. Théo Bernhardt . À l'Union européenne et sur l'immigration !

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée . Tout cela est absolument irréaliste : quand on affecte de l'argent quelque part, il faut bien le prendre ailleurs. Il faudra donc nous dire si nous devons faire des coupes dans les fonds alloués à l'éducation nationale, à la sécurité ou encore à la santé ! Vous ne donnez jamais le moindre élément à ce sujet !

Je répète ce que j'ai dit ce matin.

M. Jean-Philippe Tanguy . C'était très mauvais, ce matin !

Mme Maud Bregeon, ministre déléguée . Ne soyez pas méprisant, s'il vous plaît, monsieur Tanguy ! L'État ne profite pas de la crise mais le Rassemblement national spéculé sur son dos ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Mme Geneviève Darrieussecq applaudit également. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Je note, monsieur Chenu,... (Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de Mme la ministre.)

Mme la présidente . La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu . Quand vous proposez aux entreprises de contracter un prêt à 3,8 % pour payer leur essence, on se demande vraiment qui spéculé, si ce n'est vous ! C'est vous qui avez vidé les caisses mais ce serait encore une fois la faute des autres ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1424

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2026